

## **Philippe SAUZAY**

*Entre février 1964 et janvier 1969, Monsieur Philippe Sauzay a été chargé de mission puis conseiller technique au cabinet d'André Malraux. Il a vécu de près les retentissements que les événements de Mai 68 ont occasionnés au ministère des Affaires culturelles. Il confie en exclusivité à Présence d'André Malraux sur la Toile une passionnante analyse de ce moment étrange de la vie politique et culturelle française, à laquelle il joint ses souvenirs personnels témoignant de la vive réactivité qui régnait rue de Valois.*



### **Malraux et le ministère des Affaires culturelles en Mai 68 (Première partie)**

Les dix années de présence d'André Malraux comme ministre d'Etat chargé des affaires culturelles ont déjà fait l'objet de nombreux bilans. Ceux-ci sont nécessairement contrastés car l'homme a séduit ceux qui admiraient toujours en lui l'écrivain ayant atteint très jeune le sommet de la création romanesque, puis ayant présenté ses analyses fulgurantes de l'art en engageant un dialogue intemporel avec les génies de la peinture, de la sculpture, de l'architecture à travers leurs œuvres. On célébrait encore l'aventurier pour ses engagements successifs du côté de la liberté et ses appels universels à la reconnaissance de la grandeur de l'homme. Mais il a aussi agacé par l'abondance et parfois l'absolutisme de ses jugements esthétiques bousculant l'académisme, son ton prophétique frisant la grandiloquence ; il a pu encore décevoir en raison de son évolution politique à partir de la gauche internationale regardée comme garante d'un avenir plus généreux, où il se classait avant la guerre de 1939-1945, vers un gaullisme

ressenti, le temps passant, comme un conservatisme monarchique et autoritaire, dont il devenait l'un des chantres inconditionnels.

Je voudrais non pas revenir sur l'œuvre de Malraux jusqu'à son départ en 1969, mais présenter quelques souvenirs sur une période singulière, celle de « Mai 68 », telle que je l'ai vécue en ma qualité de membre du cabinet du ministre des Affaires culturelles à ce moment-là. En faisant appel à mes souvenirs et en me fondant sur quelques documents qui les confortent, je tenterai de montrer comment le ministère a traversé ces événements et, de mon point de vue, en a, d'une certaine façon, tiré parti.

En mai 1968, j'avais 32 ans. J'avais passé de beaucoup l'âge de la plupart des manifestants du Quartier latin, mais j'appartenais à une génération de fonctionnaires pour laquelle le temps de la post-adolescence n'était pas si loin. Il y avait eu de longues études entrecoupées par le service militaire de plus de deux ans, dont l'essentiel a été accompli en Algérie. Mon ancienneté de cinq ans dans le service public aurait dû définitivement m'éloigner de ma vie d'étudiant. Mais par un bonheur extraordinaire, j'avais été nommé en mars 1964 au cabinet d'André Malraux, que dirigeait alors André Holleaux, maître des requêtes au Conseil d'Etat, l'un de mes anciens professeurs, et j'y appartenais toujours en mai 1968. Et, singularité précieuse, je pus passer neuf mois, de janvier à octobre 1965, à faire le tour du monde grâce à une bourse, attribuée par la Fondation Singer Polignac, obtenue comme ancien élève de l'ENA. Loin de m'en vouloir de cette interruption imprévue dans son service, Malraux m'en avait lui-même vanté le caractère exceptionnel, m'avait assuré que je retrouverais ma place à mon retour de voyage auprès de lui s'il était toujours ministre, et aidé à tracer mon itinéraire en me recommandant l'Iran, l'Inde, le Cambodge et d'autres pays encore. Finalement, cette succession de situations et de péripéties assez peu banales de 1965 à 1968 m'avait permis de ne pas devenir trop vite l'adulte blasé, sûr de soi et arrogant sous les traits duquel est dépeint assez volontiers tout ancien élève de cette école admirée («l'Europe entière nous l'envie», disait alors le doyen Vedel, non sans emphase, dans son enseignement) et, par voie de conséquence, décriée.

Ainsi, en mai 1968, je crois que j'avais encore suffisamment de fraîcheur pour ne pas jeter sur les mordus du changement un regard exclusivement critique, d'autant que la personnalité de Malraux et le travail effectué avec l'équipe qui l'entourait ne favorisaient ni la somnolence ni la paresse intellectuelle. Le Ministre donnait sans doute

l'impression d'être assez distant de l'appareil placé sous son autorité, mais le fait de se trouver sous ses ordres, à servir pour donner tout son sens à la mission culturelle de l'Etat, nous le rendait proche, d'autant qu'il avait, par son entourage direct, une assez bonne connaissance du travail qui s'accomplissait en son nom. Une des particularités inattendues de ce cabinet ministériel, c'est que, pour y entrer, il ne fallait pas faire allégeance à quelque parti ou mouvance politique que ce soit. Au service de Malraux, on savait que, entre lui et de Gaulle, il n'y avait pas une faille, pas matière à la moindre discussion quant à son engagement et à sa fidélité. Au fond, notre propre opinion sur leur relation exceptionnelle importait peu puisque rien ne pouvait la remettre en question. Nous étions des nains auprès d'eux. Il n'y avait plus rien à dire quand Malraux justifiait une décision gouvernementale, qui n'allait pas dans le sens que nous désirions, par un «Le Général a dit...» Ce ministre pathétique et génial était ce qu'on peut appeler un monstre sacré, un personnage comme on en rencontre peu dans une vie d'homme, et moins encore dans une vie de fonctionnaire.

Comme on peut le vérifier aujourd'hui notamment en se reportant à la presse d'alors, il est établi que personne n'a vu venir la révolte de mai 1968 en France et il est souvent relevé que son déclenchement n'a pas outre mesure alerté les responsables. Il est communément admis que tout est parti d'un mouvement de mécontentement d'étudiants qui s'est rapidement et généralisé et radicalisé.

Il semble intéressant de noter ici en préambule que, au cours de l'année 1967, le cabinet de Malraux, tirant les enseignements des huit années passées, avait éprouvé la nécessité d'engager une réflexion sur ce que devait être la mission culturelle de la collectivité nationale. A partir d'une analyse menée dans chaque domaine de l'action ministérielle, étaient présentées des perspectives d'avenir, avec un accent particulier sur l'action culturelle et sur les enseignements artistiques, secteurs dans lesquels des réformes étaient nécessaires et demandées de façon urgente par les intéressés, professionnels, enseignants et étudiants.

Après de nombreuses réunions et des discussions entre les responsables administratifs du ministère et les membres du cabinet, est réalisée en mars 1968, à l'initiative et sous la direction d'Antoine Bernard, directeur du cabinet du Ministre, une brochure intitulée *Le ministère des Affaires culturelles et la mission culturelle de la*

*collectivité*. C'est en 159 pages une description secteur par secteur des réalisations du ministère d'André Malraux depuis sa création, il y a moins de dix ans. C'est aussi une liste d'actions à entreprendre pour donner toute sa place à la culture en recherchant notamment un équilibre entre, d'une part, la liberté des créateurs et des diffuseurs de culture et, d'autre part, le contrôle de la collectivité dans la mesure où elle en assure en grande partie la charge financière et ne peut, pour ce motif, se désintéresser de l'utilisation des moyens qu'elle consacre à cette mission.

Rappelons certaines des idées exprimées dans cette brochure, à moins de deux mois du début de la révolte de Mai 68. On ne citera, dans cet ensemble dépassé sur bien des points plus de quarante ans plus tard, que deux exemples qui montrent l'écho que les critiques et les suggestions exprimées dans ce document ont pu rencontrer dans les revendications de Mai 68.

D'abord, en matière d'enseignements artistiques. Les formations sont alors dispensées essentiellement dans des établissements parisiens : ainsi l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pour l'architecture, la peinture, la sculpture et la gravure, et l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs pour les autres disciplines également classées sous le vocable d'arts plastiques. Les enseignements dans ces domaines sont critiqués pour leur archaïsme et leur caractère centralisé. Avant même les événements de mai, la question de leur rénovation est posée. La réflexion sur des réformes est déjà avancée en matière d'enseignement de l'architecture. Des projets ont été discutés dans des groupes de travail avec des étudiants et des enseignants. On s'est accordé sur la nécessité d'une rénovation fondamentale marquée par la fin de la suprématie de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pour cette discipline, l'autonomie donnée à des écoles situées en province, et un enseignement remis en question dans son contenu et ses méthodes. A Paris, un programme est en cours pour construire ou aménager des locaux indépendants, par exemple au Grand Palais.

On retrouvera cette question de l'enseignement de l'architecture pendant et après le mouvement de Mai 68, comme d'ailleurs un problème plus complexe à traiter, celui des modalités de l'animation culturelle en vue d'assurer la diffusion auprès du plus grand nombre des œuvres d'art de toute espèce. Commence en effet à se poser la question de la définition du rôle des maisons de la culture, créées sur l'initiative de Malraux pour présenter les œuvres relevant des différentes formes d'art afin de favoriser

un contact direct avec le public. Comment aller devant un public nouveau pour l'amener à ce contact tout en respectant sa liberté de choix ? Là aussi des pistes de réflexion étaient tracées pour définir les bases et les points forts d'un réseau d'action culturelle et s'appuyer sur des animateurs polyvalents. D'une certaine façon, quelques semaines plus tard, la revendication de Mai 68 en faisant appel aux ressources de l'imagination tendait aussi à remettre généralement en cause des structures trop lourdes et compartimentées qui rendaient plus difficiles le brassage social et la communication entre les individus.

Malraux à qui notre brochure fut montrée dans sa version définitive l'approuva. Il fut sensible aux amorces de transformation proposées. La diffusion de ce document estampillé «confidentiel» fut envisagée. La question fut posée dès avril 1968 au cabinet du Premier ministre, Georges Pompidou, et à celui du général de Gaulle qui ne donnèrent pas leur accord, au motif qu'il fallait avant de rendre publiques de telles propositions vérifier leur cohérence gouvernementale et leurs implications politiques éventuelles. On ne sait si le Chef de l'Etat lui-même et son Premier Ministre eurent une connaissance personnelle, même résumée, de ce travail. En tout cas, ce ne fut pas une de leurs priorités, et le tourbillon de Mai 68 ne pouvait que reporter l'échéance d'une publication à laquelle le cabinet de Malraux n'avait pas renoncé. Cependant, après le retour au calme, le nouveau Premier ministre, Maurice Couve de Murville, et ses conseillers ne firent guère avancer le sujet et maintinrent leur veto quant à la diffusion de ce travail. Il fallut attendre la tenue du colloque André Malraux pour le 30<sup>e</sup> anniversaire du ministère pour que cette réflexion prospective soit reproduite par le Comité d'histoire du Ministère de la culture et de la communication.<sup>1</sup>

Après ce rappel qui montre la volonté d'agir en profondeur qui animait l'équipe entourant Malraux dans l'immédiat avant-mai 1968, il faut maintenant en venir à la vie du ministère des affaires culturelles au cours des mois de mai et juin 1968.

A partir de la fin d'avril 1968 et surtout du début de mai ont lieu les premiers incidents qui ouvrent la période pendant laquelle, selon l'expression d'un journaliste, la société est mise en procès. Elle a été vécue avec un mélange d'amusement, lorsque les

---

<sup>1</sup> Antoine Bernard, «Réflexion sur la politique culturelle», in Augustin Gérard et Geneviève Gentil [édit.], *André Malraux ministre. Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux, 1959-1969*, actes des journées d'étude des 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1989. Paris, La Documentation française – Comité d'histoire du ministère de la Culture, 1996, p. 423-445. (NDLR)

événements quotidiens prenaient l'allure de farce (par exemple quand on apprenait que pour un franc les jeunes filles montraient leur intimité), et de vague inquiétude, au fur et à mesure que la vie se compliquait du fait des grèves et de la paralysie progressive du pays. Avec bien entendu des réactions de désapprobation et de révolte lorsque étaient annoncées des violences sur les personnes et des destructions de biens, amplifiées par les médias, principalement les radios, où les journalistes se complaisaient à faire entendre dans leur micro leurs propres vociférations au cours des manifestations dont ils rendaient compte, émaillées des bruits les plus affolants, comme l'éclatement immédiat d'une grenade lacrymogène lancée par les forces de l'ordre et que l'auditeur avait l'impression de recevoir. Naquit aussi un sentiment de déliquescence qui s'accroissait en raison du caractère inapproprié des réactions des pouvoirs publics : les services publics semblaient au fil des jours voués à une paralysie progressive et irrésistible, les agents de ces services adoptant une position d'attente, voire d'hostilité au fur et à mesure que le pouvoir s'enfonçait dans l'impuissance. On attendait, comme d'habitude, que de Gaulle intervienne et rétablisse le calme, après ce qu'on voulait considérer comme un intermède plutôt burlesque destiné à le tâter et s'assurer de la vivacité de ses réactions. On pensait au vers de Voltaire : «Dieu parle, et le chaos se dissipe à sa voix.» Le général parut à la télévision le 24 mai pour annoncer un référendum sur la participation. Cette intervention n'eut aucun effet et dans la nuit même éclatèrent à Paris des émeutes avec des affrontements violents. Ainsi, Dieu parlait mais le chaos persistait. Pire, Dieu impuissant était brocardé ! Et par des Français de moins en moins indulgents qui se reprochaient soudain de vivre comme anesthésiés dans une société matérialiste, mesquine, égoïste et rabougrie, ce qui devenait insupportable aux plus jeunes y compris à ceux qui étaient issus de milieux favorisés ou privilégiés.

Pourquoi et comment le ministère des affaires culturelles a-t-il été mêlé assez directement à ce mouvement ?

Nombreuses ont été les administrations centrales à ne pas connaître de turbulences particulières pendant les quelques semaines d'agitation. Banalement, la plupart des ministres redoutaient qu'elles se concluent par des changements politiques assez classiques après des périodes troublées, tels qu'un remaniement ministériel qui les jetterait sur le sable. Dans l'ensemble, ils n'avaient plus guère de prise sur leurs

services, ni de réels contacts avec eux, sauf à faire face à des revendications sociales plus ou moins vives selon leur secteur de responsabilité. D'autres, au contraire, étaient très impliqués, comme celui de l'Education nationale, et, bien sûr, ceux qui avaient en charge la sécurité publique et le maintien de l'ordre.

Mais la Culture ?

A la fin du mois d'avril 1968, pas de signe d'inquiétude. Ainsi, le 29, Malraux fait rappeler à Pierre Moinot, alors directeur général des arts et des lettres, qu'il est très attaché à une exposition consacrée à Marc Chagall, qui pourrait avoir lieu au deuxième trimestre 1969 dans les galeries du Grand Palais, et qui d'ailleurs s'y tint comme prévu.

Puis la contestation prend forme, se généralise et s'exprime avec violence : le 10 mai des manifestations ont lieu au Quartier latin, et des barricades sont érigées dans les rues.

Dès le début des troubles, il se disait que Malraux lui-même, en raison de ce qu'avait été sa vie, devait parler, donner son analyse de la situation, s'adresser à la Nation, à la jeunesse. Et cette demande se renouvelait au fil des semaines, d'autant que les interventions d'autres hauts personnages de l'Etat tels que le général de Gaulle ou Georges Pompidou tombaient à côté et ne répondaient convenablement, malgré leurs efforts, à aucune des questions que se posait l'opinion publique. A ceux qui le sollicitaient avec un empressement croissant en raison du caractère de plus en plus insaisissable de la situation, Malraux objectait que par prudence il ne voulait rien dire sur le sujet car il ne comprenait pas bien ce qui se passait et qui le rendait perplexe. Il concluait par un «Je ne veux pas me donner le ridicule de Sartre», faisant allusion à l'ubiquité soudaine de cet écrivain qui courait piquets de grève et manifestations d'étudiants, et s'exprimait d'abondance dans la presse comme un porte-drapeau de la révolution enfin en marche. Emporté par sa fougue et son désir de se hisser à la place tant convoitée de leader révolutionnaire, ne disait-on pas qu'il se serait écrié à propos des étudiants que le seul rapport qu'ils pouvaient avoir avec l'université, c'était de la casser ?

Malraux, pendant ce temps, était bien loin de songer à casser les établissements de la culture, même si une certaine contestation ne lui déplaisait pas. Il venait à son bureau, rue de Valois, assidûment, et passait chaque matin au pied de l'escalier devant le concierge du ministère, qui se nommait Balaguer et était établi au rez-de-chaussée dans

une loge avec sa famille. On disait qu'il avait connu Malraux pendant la guerre d'Espagne. Malraux le saluait avec le sourire d'un signe de tête, et le concierge lui rendait son salut en souriant aussi.

On vit ainsi Malraux faire scrupuleusement son métier de ministre, travaillant avec ses collaborateurs directs, auxquels il recommandait d'être présents le plus possible et «de faire ce qu'on avait à faire.» Par exemple, le 6 mai, il signe une lettre destinée au Président Houphouët Boigny pour se féliciter de la signature d'un protocole d'échanges culturels après une mission française envoyée en Côte d'Ivoire. Le 15 mai, il reçoit un rapport de l'ambassadeur de France au Guatemala au sujet des résultats de fouilles subaquatiques réalisées par une équipe de plongeurs français après une visite de Malraux dans ce pays en février 1966. L'inauguration d'une grande exposition sur l'art maya est toujours fixée au 31 mai.

Malgré cette apparente tranquillité, outre la présence de Malraux, qui attirait l'attention sur le ministère, la vie de celui-ci fut marquée par des événements qui le mêlèrent à la tourmente quotidienne car on leur donna une valeur symbolique dans les luttes pour renverser l'ordre établi : la culture devenait l'un des enjeux essentiels de la révolution en cours.

A l'instar de ce qui se produisait à l'université, il y eut d'abord quelques mouvements dans nos établissements d'enseignement : le 12 mai, une grève éclata au Conservatoire national supérieur d'art dramatique, et l'École nationale supérieure des beaux-arts fut occupée.

Mais le premier événement marquant dont le retentissement dépassa la vie du ministère fut l'occupation de l'Odéon-Théâtre de France le 15 mai.

Le hasard avait fait que, la veille au soir, j'avais assisté dans ce théâtre à un spectacle des ballets Paul Taylor, en compagnie d'un de mes très anciens amis, Jean-Pierre Miquel, homme de théâtre, devenu bien plus tard administrateur général de la Comédie-Française. L'investissement du bâtiment dans la nuit, appelée par la presse «nuit révolutionnaire» du Quartier latin, fut une surprise complète. Des journaux du moment affirment que cette invasion n'avait pas été décidée par les organisations d'étudiants. Ce n'était pas le premier bâtiment public occupé ou maltraité par les révoltés de tout poil. Mais, après la Sorbonne, cœur battant de la vie étudiante, l'Odéon

à son tour, haut lieu de la vie culturelle, mais soudain qualifié de «symbole de la culture bourgeoise et gaulliste», devenait un territoire annexé par eux. On y tint tous les jours des meetings ininterrompus. L'une des attractions était le défilé sur la scène, chaque soir, d'anonymes ou de célébrités qui venaient se convertir à la «révolution» au prix d'un *mea culpa* public, alors que souvent ils avaient été jusqu'alors des vétérans profitant du système en place. L'exemple fut donné dès le début par Jean-Louis Barrault, directeur de ce théâtre, et Madeleine Renaud, deux comédiens d'illustre talent et célèbres dans le monde entier : au cours de la première nuit d'occupation dont on les avait prévenus, ils arrivèrent soudain et montèrent sur la scène dans un brouhaha indescriptible pour exprimer leur indignation de voir ainsi traiter cette scène prestigieuse. Madeleine Renaud lança à la salle : «Notre théâtre n'est pas un théâtre bourgeois. Vous feriez mieux de prendre d'assaut d'autres théâtres !» Elle ne donna toutefois pas de nom. Cette dénonciation dépitée avait quelque chose de sinistre et ridicule. Elle ne fut pas suivie d'effet. La nuit suivante, le couple revint et s'assit bien docilement sur le sol. Dans un élan dont il devait puiser l'inspiration dans les réminiscences de la nuit du 4 août, l'illustre comédien s'écria, comme avec une intention salvatrice dans sa tirade, «Barrault n'est pas le directeur de ce théâtre, mais un comédien comme les autres. Barrault est mort.» Dans l'auditoire, certains trouvèrent la conversion un peu chargée et on entendit fuser des quolibets à son intention tels que : «Barrault, fayot !»

En lisant cela dans la presse, je me souvenais de ce qu'avait raconté Malraux lorsque, deux ans avant, Barrault qui avait monté *Les Paravents* de Jean Genêt, était venu le voir pour lui demander son aide. Les représentations donnaient lieu à des protestations de la part d'une partie du public, choquée des situations ridicules et barbares dans lesquelles étaient montrés les soldats français sur la scène. Il y avait des cris, des tomates jetées d'en haut et cela créait une insécurité qui décourageait les spectateurs. Comme la première série de représentations devait, après une interruption, être suivie d'une deuxième, Barrault cherchait le moyen d'éviter cette reprise en raison des perturbations qu'elle pouvait provoquer dans son théâtre. Il demanda à être reçu par Malraux et lui exposa qu'il ne pouvait lui, Barrault, homme de théâtre considéré comme un homme de progrès dans la profession, prendre l'initiative de renoncer à cette deuxième série mais que Malraux, ministre, pouvait l'interdire au motif de troubles à

l'ordre public. Malraux l'éconduisit d'un «Je n'ai jamais interdit quoi que ce soit et je ne vais pas commencer aujourd'hui. C'est à vous de vous débrouiller.»

Pour que ne soit pas oublié le détail de ces héroïques journées, tandis que se succédaient les orateurs enflammés par leur public, se tenaient sur la scène de l'Odéon, derrière une longue table de bois utilisée comme bureau, des «secrétaires de séance», sorte de Fouquier-Tinville, prenant d'un air goguenard des notes sur des cahiers ou des feuilles volantes. C'était comme une caricature des tribunaux révolutionnaires, revus par des bolchevisants, dans un désordre bruyant et bohème très contemporain. Nous y allions parfois, le soir, en sortant de notre travail rue de Valois, pour nous rendre compte de l'atmosphère dans l'Odéon, devenu le rendez-vous du Tout-Paris chic en quête de frissons et de contacts aventureux. Nous n'avions guère de précaution à prendre car notre anonymat total nous préservait de tout incident déplaisant. Au reste, l'accès était libre ; il fallait simplement parfois faire la queue, en tout cas dans les premiers jours de l'occupation, pour attendre que les badauds, venus assister pour rire un peu à ces scènes parfois délirantes, sortent et laissent leur place à d'autres, comme dans des expositions trop fréquentées.

Fait moins connu, mais autre point névralgique pour Malraux, l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, rue Bonaparte, est occupée depuis le 12 mai. Elle avait formé bien des architectes, des peintres, des sculpteurs et des graveurs, les meilleurs ayant parfois été récompensés par un grand Prix de Rome, reconnaissance de leur talent, autrefois convoitée, aujourd'hui contestée et moquée comme un hochet ridicule attribué par une bande de vieux croûtons, tenants de l'académisme le plus bourgeois, à l'un des leurs en puissance. A vrai dire, le Ministre ne se souciait pas tant de la sauvegarde en l'état d'une institution dont les méthodes et l'organisation étaient justement remises en cause depuis plusieurs années. Notre travail de réflexion collective de mars 1968 tirait déjà, on l'a vu, les leçons du caractère désuet et inapproprié des formations dispensées dans cet établissement qu'il fallait entièrement réorganiser. Un peu cyniquement, nous pensions que les événements de Mai 68 nous aideraient à le réformer. Mais le désordre s'était installé dans ce lieu aussi. Or, la bibliothèque de cette école rassemblait des trésors de notre patrimoine dont le nombre et la valeur n'étaient connus que de peu de personnes, y compris sur place. On craignait des pillages, des destructions, volontaires ou non, si l'on découvrait la richesse de ces collections. Il n'était pas question, bien sûr,

de mettre à demeure une garde policière. Les œuvres précieuses n'eurent finalement à subir aucun dommage, en raison de la conscience et du dévouement d'un des agents travaillant dans l'école. Il ferma les locaux les plus vulnérables, dont il surveilla sans relâche l'accès, sans bruit ni commentaire, allant jusqu'à dormir sur place. Nous vivions tout de même dans l'angoisse en craignant au moins des dégradations, au pire des vols. Grâce à cet homme, rien ne désagréable ne se passa, au grand soulagement de Malraux.

Une autre des préoccupations que nous avions était relative à la sécurité dans le ministère lui-même. La dissémination involontaire de ses implantations était à la fois une fragilité, puisque les manifestants avaient le choix pour s'y installer par surprise ou y commettre quelque action spectaculaire, et un atout car nos bureaux étaient moins faciles à localiser que ceux d'autres ministères occupant leur place forte traditionnelle, comme l'Education nationale ou les Finances. A l'époque, les directions et services centraux des Affaires culturelles, d'importance très inégale, étaient en effet dispersés dans Paris : la direction générale des arts et des lettres rue Saint-Dominique, la direction des archives de France dans le Marais, le Centre national du cinéma près de la place d'Iéna, la direction des Musées de France dans le palais du Louvre. Seuls les services de la direction de l'Architecture et ceux de la direction de l'Administration générale se trouvaient rue de Valois, entre le Conseil d'Etat et des immeubles appartenant à la Banque de France, dans une petite partie du Palais-Royal. C'est là qu'étaient installés aussi le Ministre et son cabinet. Dans la cour du Palais-Royal, où n'avaient pas encore été édifiées les colonnes de Buren, le stationnement était possible. Les voitures accréditées, après s'être engagées sous la voûte qui marque la frontière entre le Conseil d'Etat et la Comédie-Française, et avoir été contrôlées par un garde en uniforme, pouvaient se garer dans ce noble parking. Disposaient d'un contingent de places le ministère des Affaires culturelles, le Conseil Constitutionnel, le Conseil d'Etat, et la Comédie-française. Notre domaine était modeste : la voiture de Malraux se rangeait en biais dans l'angle proche de l'entrée du ministère ; chaque directeur avait une voiture de fonction, et, au cabinet du ministre, c'est-à-dire pour les onze collaborateurs selon la liste arrêtée en avril 1968 figurant sur le carnet mis à jour périodiquement par la Documentation française, deux membres seulement disposaient d'une voiture de fonction. Si l'on compare à l'intendance accompagnant actuellement de semblables

structures administratives, cela faisait peu mais réduisait d'autant les risques de désagrément, en dépit de la facilité extrême avec laquelle on pouvait pénétrer dans nos locaux, non gardés, et la vulnérabilité de Malraux dans ses allers et venues quotidiens pendant lesquels, malgré la présence comme pour ses collègues d'un inspecteur de police qui l'escortait en permanence, il aurait pu être une cible de choix dans cette période troublée, même si l'Odéon semblait une prise suffisante pour les manifestants.

Si l'on ne pouvait raisonnablement envisager de protéger tous les sites de cet ensemble ministériel, éparpillés, et fort heureusement pour la plupart d'entre eux inconnus du grand public, l'accès au bureau du ministre posait question : il avait sur sa table, comme tous ses collègues et quelques hauts responsables de l'Etat, un téléphone permettant un contact immédiat avec ses homologues, en cas d'urgence, par l'accès à un réseau spécial : l'« interministériel ». Ainsi suffisait-il que quelqu'un de mal intentionné s'introduise, par la cour du Palais-Royal, dans ce bureau, et, sans être inquiété, utilise le réseau pour jeter le désordre dans toute l'activité gouvernementale, en diffusant par exemple de fausses nouvelles ou en transmettant des ordres contraires pour bloquer toute action en cours. En temps normal, les risques d'un piratage du réseau à partir du bureau de Malraux ou de son directeur de cabinet qui disposait de la même installation auraient paru nuls, mais il fallait, comme le gouvernement l'avait demandé, prendre toutes les précautions nécessaires. Comment faire, dans ce ministère non gardé, ouvert à tous les vents et sans moyens ? Il fut décidé de protéger l'interministériel en le gardant nous-mêmes en l'absence du Ministre et de son directeur de cabinet, dans la journée et aussi la nuit. Tous les soirs, une équipe de deux membres du cabinet s'installait de façon assez rustique sous les lambris dorés du bureau du ministre et de son secrétariat tout proche, où l'on dressait un lit de camp. L'un de nos collègues apportait un matelas pneumatique qu'il disposait sur le sol du bureau du directeur de cabinet pour s'y reposer moins inconfortablement. Notre mission était, à la moindre alerte, de nous précipiter sur le téléphone et de couper le fil à l'aide d'une paire de ciseaux qui constituait la seule arme contre l'envahisseur, ainsi empêché d'accéder à l'« inter ». Il n'y eut heureusement aucune tentative d'invasion pendant la période.

*La seconde partie de l'article constitue l'article 145 de Présence d'André Malraux sur la Toile (décembre 2012).*

## **Monsieur Philippe SAUZAY**

Né le 29 février 1936 à Bône (Algérie).

Etudes au lycée Lakanal à Sceaux, puis au Lycée Michelet à Vanves.

Licence en droit et DES de Droit public.

Elève de l'ENA (1961-1963). Promotion Saint-Just.

- Administrateur civil au ministère de l'Intérieur.
- Chargé de mission puis conseiller technique (février 1964 – janvier 1969) au cabinet d'André MALRAUX, ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles.
- Sous-préfet, directeur du cabinet du Préfet de la région de Franche-Comté (1969-1970).
- Chef de cabinet adjoint puis conseiller technique (novembre 1970 – mai 1974) au cabinet de Valéry GISCARD d'ESTAING ministre, puis ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances.
- Chef de cabinet de Valéry GISCARD d'ESTAING, président de la République (mai 1974 – septembre 1978).
- Préfet de la Sarthe (septembre 1978 – avril 1981).
- Préfet hors cadre, directeur du cabinet de Valéry GISCARD d'ESTAING.
- Conseiller d'Etat (novembre 1986) puis conseiller d'Etat honoraire (depuis février 2004).